

LE VILAIN PETIT ANAR'

Journal des Jeunes Libertaires de Toulouse.



La liberté écrasée par la sécurité



TOULOUSE ETOUFFE SOUS
LE JOUG SECURITAIRE

LE RETOUR DU SERVICE
MILITAIRE OBLIGATOIRE

L'ETAT D'URGENCE SE PERENNISE

Qui sommes nous ?

Une réaction à l'organisation actuelle de la société. Les Jeunes Libertaires forme un groupe de jeunes organisés selon les principes libertaires : horizontalité, autogestion dans la diffusion des idées anarchistes et révolutionnaires ... où chacun s'investit pour construire une société égalitaire, solidaire, non-autoritaire, sans chefs, ni prophètes.

Qu'est-ce que l'anarchie ?

*P*eu de mots sont autant détournés que celui d'anarchie : souvent dénigré car confondu avec le chaos ou l'anomie (désorganisation sociale), nous interprétons l'étymologie grecque de ce terme comme le rejet de l'autorité.

L'anarchie est un mode d'organisation sociale dans lequel il n'y aurait plus de rapports d'autorité entre les individus. L'objectif est d'assurer leur égalité socio-économique par la promotion inconditionnelle de la liberté en valorisant l'entraide, la solidarité et la démocratie directe. L'anarchisme ne se distingue pas des autres théories socialistes par sa finalité (l'abolition des classes sociales), mais par les moyens qu'elle mobilise pour l'atteindre : l'autogestion, opposée au paternalisme d'Etat tel que pro-

posé par les marxistes, les sociaux-démocrates, ...

L'émancipation des travailleurs ne peut être que le produit de leur lutte internationale.

De nombreux théoriciens ont démontré que l'autorité politique puise dans différents registres pour se légitimer. Le rejet de l'autorité passe donc nécessairement par une lutte générale contre toutes ses sources (principales) qui sont : la religion, le capitalisme (en tant que forme économique instituant la propriété) et l'Etat. A noter que ces trois institutions concernent les sociétés dites « modernes », et non leur ensemble.

L'anarchie est donc la seule idéologie capable de réaliser le projet socialiste « originel ». Son application n'est pas aisée car elle nécessite, à l'échelle individuelle, une prise en main raisonnée. Cependant, elle propose un épanouissement personnel de l'individu en adéquation à la collectivité. //



jeuneslibertairestoulouse@riseup.net

<https://jeuneslibertaires.noblogs.org>



Jeunes Libertaires - Toulouse

NOVEMBRE DECEMBRE-2017
[NUMERO 1]

TOULOUSE ETOUFFE SOUS LE JOUG SECURITAIRE

Le maire Moudenc s'est fait élire en promettant une chose : plus de sécurité.

Tout en augmentant les impôts locaux qu'il ne devait pas augmenter (+15%), il a doublé le nombre de flics : de 2014 à 2017, on est passé de 150 à 300 municipaux, de 21 à 350 caméras ! Un dispositif très limité, quand on observe que les cambriolages et les violences sexuelles ont augmentés en 2016. La logique répressive est interminable, et coûteuse (d'autant plus en temps de soi-disant crise).

Notre maire a lancé un appel récent à l'Etat réclamant plus de moyens policiers : Toulouse se transformerait-elle en endroit insécuritaire ? C'est en tout cas ce qu'il affirme dans nos boîtes aux lettres, dans son journal, ... Une partie de ses sbires, rassemblés dans le collectif « *Les Jeunes avec Moudenc* », affirment (sans preuve) que les interventions policières ont doublées depuis son élection (2014). Ils oublient de préciser que ces arrestations sont motivées par des raisons totalement absurdes à savoir : consommation d'alcool au bord de la Garonne, mendicité, tapage nocturne à la Prairie des Filtres, délit de faciès, ...

Le comportement policier est disproportionné et témoigne d'une recherche de sensations fortes par ces fonctionnaires. À quand un flic par habitant ? L'objectif de la municipalité est de percevoir des revenus par le pouvoir exécutif.

Contextualisons maintenant les propos de Moudenc. Cette logique répressive est emblématique de la gouvernance publique contemporaine qui ne cherche pas à résoudre les problèmes (les tensions sociales) à leur racine : les inégalités économiques liées (entre autres) à la propriété privée. Cette misère croissante entraîne des comportements dangereux pour soi-même comme pour autrui. **Les Jeunes Libertaires refuse de blâmer ces individus « nécessaires » car rejetés de la société, et revendique un changement radical de l'ordre socio-économique.** //



RETOUR DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Comme Macron l'avait promis, le retour du service militaire obligatoire arrive très bientôt : la phase d'expérimentation est prévue pour 2019. Forte inquiétude de la plupart des jeunes concernés, estimés entre 600000 et 800000 âgés entre 18 et 21 ans. Préoccupation également dans les différents secteurs tels que l'éducation, la santé, les sports ; dont une partie du budget ministériel servira à financer cette expérimentation. A quoi sert-elle ? A mon sens, je pense qu'elle tente d'empêcher les jeunes générations à devenir contestataires, un problème pour l'ordre établi. Ainsi le magazine « *Forbes* », dont la fortune de son PDG Malcolm Stevenson est estimée à 435 millions de dollars, déclare que « *la Génération Y serait, en général, pour plus d'hor-*

zontalité avec sa hiérarchie ». Managers, prenez note !

On préfère donc envoyer la jeunesse, contre son gré à devenir de la chair à canon pour le bien de notre état et des ses capitalistes qui décideront la prochaine guerre à venir. Formés à coup de propagande pour voir que notre pays régule la paix dans le monde.

L'institution militaire inculque l'autorité, sous une forme plus forte que celle qu'on rencontre déjà dans l'éducation. Là-bas, l'obéissance est la règle, la discipline est obligatoire, elle nous apprend à respecter l'ordre social, le gouvernement, en bref d'adhérer totalement au pouvoir.

L'armée c'est aussi des sacrifiés de tout temps sur l'autel du capitalisme au nom du nationalisme, il suffit de penser aux dernières grandes guerres mondiales, avec ses dix-huit millions d'Hommes partis dans leurs carnages, pour casser le mouvement révolutionnaire ouvrier qui leur devenait dangereux à la veille de la première guerre mondiale. L'armée, c'est l'ultime rempart du gouvernement en cas de révolution sociale !

En tant qu'antimilitaristes, opposons-nous au projet d'Europe de la défense, et préférons la solidarité internationale des opprimés socio-économiques. À bas l'institution militaire ! //

Ulrich

L'ÉTAT D'URGENCE SE PÉRENNISE

Depuis deux ans, nous nous sommes progressivement habitués à rencontrer des militaires équipés dans l'espace public, du centre-ville à la petite gare ferroviaire. L'opération Sentinelle, lancée en 2015 par le Ministère de la Défense, prévoit le déploiement annuel et constant de 10000 militaires sur l'ensemble du territoire métropolitain. La métropole est donc devenue le premier territoire d'intervention de l'armée française, à cela s'ajoutent les entreprises de sous-traitance, la police, ... dont les effectifs ne cessent d'augmenter depuis le plan Vigipirate adopté en 1978. Concrètement, la plupart des gens sont déjà accoutumés à leur présence. Les individus qui questionnent cette présence sont vite taxés de « déviants » ayant des choses à cacher. En tant que Jeunes Libertaires, nous assumons notre déviance liée à l'utilisation inconditionnelle de notre esprit critique, et attendons fermement un rapport détaillant l'efficacité réelle de la centaine de lois sécuritaires adoptées depuis les années 70.

Outre cette présence pour le moins inquiétante, nous constatons un ensemble de pratiques liberticides résumées par le bilan de l'état d'urgence (débuté en novembre 2015) en avril 2016 : interdiction de séjour, interdiction et répression des manifestations publiques collectives, quatre fermetures de lieux de réunion, 362 garde à vue, 392 assignations à résidence (dont des écologistes), 418 interpellations, 3567 perquisitions ... A noter que les infractions terroristes concernent neuf de ces perquisitions.

Si ces chiffres vous interpellent, c'est que vous êtes lucides. Les dérives précédemment citées sont permises par l'état d'urgence, car son contenu admet la présomption de culpabilité au détriment de la présomption de l'innocence portée par le droit commun. Les mesures sont prises par les autorités administra-

tives : préfet, ministre de l'intérieur ... L'autorité judiciaire, composée des tribunaux, n'est consultée qu'une fois les mesures liberticides appliquées. Ainsi, un de nos compagnons s'est vu assigné à résidence sans enquête préalable et sans possibilité de recours immédiat.

On ne peut que constater, à l'instar des comités d'évaluation de l'état d'urgence, que ce dernier est inutile. Pourtant, il a été reconduit pas moins de sept fois et aujourd'hui on le remplace par une nouvelle loi anti-terroriste. Au programme : Pour les assignations à domicile, les personnes soupçonnées de terrorisme (dont on pourra sûrement accuser certains participants aux mouvements sociaux ou écologistes comme lors de la COP21 lors de l'état d'urgence) pourront être consignées chez elles, sans feu vert judiciaire, avec obligation de pointer une fois par jour au commissariat. Le texte autorise également les policiers à fouiller individus, bagages ou voitures, sans permission d'un juge.

Enfin, la police pourra

exploiter des éventuelles saisies d'ordinateurs, de téléphones et des données numériques copiées, et nous en passons. C'est une pérennisation de l'état d'urgence pour qu'il devienne permanent ; le transfert progressif des pouvoirs de la justice vers le pouvoir exécutif.

Nous, Jeunes Libertaires doutons que cette loi soit un jour supprimée par les politicards : elle leur permet de frapper des individus et groupes sur la base de la présomption. A terme, la lecture de ces passages pourrait faire de toi un suspect potentiel, ciblé par la police ou l'armée. C'est donc aujourd'hui que la lutte doit être menée, avant qu'il ne soit trop tard ! //

*« Police and thieves in the streets (Oh yeah!)
Scaring the nation with their guns and ammunition
Police and thieves in the street (Oh yeah!)
Fighting the nation with their guns and ammunition »
(Police and Thieves, The Clash)*

Pour nous rencontrer, échanger et même t'impliquer, nous tenons des permanences tous les samedis de 16:00 à 19:00 au 7, Rue Saint-Rémésy, Toulouse (Métro Carmes)



et également des tables de presse les mercredis et jeudis entre 12:30 et 14:00, à l'université Jean-Jaurès et les dimanches de 12:00 à 13:00 au marché Saint-Aubin.

**"CELUI QUI COMMANDE SE DEPRAVE, CELUI QUI OBEIT SE RAPETISSE.
LA MORALE QUI NAIT DE LA HIERARCHIE SOCIALE EST FORCEMENT CORROMPUE."
#ELISEE RECLUS**

Quand un soldat réfléchit...



**ON SE RETROUVE L'ANNEE PROCHAINE
POUR UN PROCHAIN NUMERO !**

FIN